

Le plan de l'Iran pour étendre son influence en Syrie

Article rédigé par *L'Orient le Jour*, le 18 juillet 2020

La Syrie reste un champ de ruines, détruite par des groupes et des Etats tous en quête de puissance internationale. C'est l'Iran, qui avait soutenu le régime de Bachar Al-Assad, qui place un de ses pions une fois de plus.

Damas et son allié Téhéran ont signé la semaine dernière un accord militaire dans l'optique de renforcer le système de défense aérienne syrien. La télévision d'État iranienne a rapporté que l'accord militaire bilatéral, qui a été signé par le chef des forces armées iraniennes, le général de division Mohammad Bagheri, et le ministre syrien de la Défense, Ali Abdallah Ayoub, exige également le retrait des forces étrangères de Syrie. L'accord « renforcera encore notre volonté (...) de faire face aux pressions américaines », a précisé le général iranien. Cet accord intervient alors que les deux pays alliés font face à des sanctions économiques sévères, qui se sont accrues pour Damas avec la mise en œuvre de la loi américaine César le mois dernier. Pour Washington, l'enjeu est notamment de contraindre le régime syrien à s'éloigner de son partenaire iranien dont la présence sur le territoire est une menace aux yeux des Israéliens. Depuis 2011, ces derniers ont procédé à des centaines de frappes contre des cibles du régime et des pro-Téhéran, qui se sont notamment intensifiées cette année.

L'armée syrienne n'a pas les moyens de contrer les attaques israéliennes récurrentes au vu de son système défaillant. En 2018, la destruction par erreur d'un avion russe par la défense antiaérienne syrienne en est l'exemple le plus flagrant, qui avait d'ailleurs poussé Moscou à envoyer à Damas des batteries antiaériennes S-300, dont la livraison décidée en 2010 avait été retardée en raison de l'opposition d'Israël. Mais depuis, les Russes refusent d'activer les S-300 à cause d'un accord tacite avec les Américains et les Israéliens. Moscou n'a en outre jamais empêché les frappes israéliennes sur le territoire syrien, et il n'est pas question pour lui de céder une quelconque influence aux Iraniens tant sur le plan stratégique qu'économique. « Avec cet accord, l'Iran veut envoyer le message qu'il n'a aucune intention de se retirer de son investissement géopolitique en Syrie. C'est aussi un message pour la Russie et la Turquie : l'Iran n'a besoin de la bénédiction de personne pour poursuivre ses intérêts en Syrie », analyse Alex Vatanka, expert au Middle East Institute à Washington, contacté par L'Orient-Le Jour. Alors que les Israéliens avaient fait entendre qu'un retrait des forces pro-Téhéran de Syrie était en cours, rien n'indique que les Iraniens soient prêts à lâcher prise. Leur présence en Syrie est une affaire de survie, une étape indispensable pour consolider leur corridor chiite qui relie Téhéran à la Méditerranée via Bagdad, Damas et Beyrouth.

[Lire l'article en intégralité sur L'Orient le Jour](#)

18/07/2020 06:00